



GABES
gouvernance
environnementale

Dossier de presse

Plaine de ressources



**Projet d'appui à la gouvernance environnementale
locale de l'activité industrielle à Gabes**



Projet
financé par
l'UNION EUROPÉENNE



Projet
mis en œuvre par
Expertise France

Pourquoi Gabès ?

Gabès : un point chaud de la pollution en Méditerranée

Les changements politiques qu'a connus la Tunisie depuis 2011 n'ont pas permis de progrès significatifs sur le plan environnemental. Constructions anarchiques, poubelles non ramassées, déforestation : dans la plupart des cas, l'environnement s'est même détérioré ; principalement en raison des difficultés rencontrées par les autorités pour mener leurs missions et protéger l'environnement.

Parallèlement, la société civile s'est mobilisée massivement, preuve d'une volonté des citoyens à avoir un droit de regard sur les politiques les concernant, notamment la préservation de leur environnement immédiat et la gestion durable des ressources naturelles. Le Registre national des associations (IFEDA) recense ainsi

2778 associations

environnementales et de développement, dont

117

 à Gabès .

Cette situation a fait de Gabès l'un des « points chauds de pollution » de la Méditerranée dans le cadre du programme d'action stratégique du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE). La région figure aussi parmi les priorités du programme euro-méditerranéen Horizon 2020 de dépollution de la Méditerranée. Pour les acteurs concernés (autorités, agences publiques, société civile, etc.), il est urgent de lutter contre les sources de pollution (eaux usées, déchets, industries, etc.).

Le PGE-Gabès : enjeux et objectifs

Le Programme de gouvernance environnementale locale de l'activité industrielle à Gabès (PGE-Gabès) est le premier du genre financé par l'Union européenne en Tunisie. La Délégation de l'Union européenne en Tunisie s'est associée en 2014 à Expertise France, l'agence française de coopération technique internationale, pour la mise en œuvre de ce programme.



L'objectif général du projet est de contribuer à la réduction de la pollution côtière et marine dans la région de Gabès, dans le contexte de la politique nationale renouvelée en matière d'environnement, en y intégrant des principes de gouvernance.

L'objectif spécifique est de contribuer à la mise en place de solutions validées scientifiquement et bénéficiant du ferme soutien des parties prenantes de la région de Gabès concernées par la problématique de la pollution industrielle dans la zone industrielle (ZI) de Gabès et d'instaurer une dynamique de gouvernance environnementale locale qui puisse servir de modèle de bonne pratique ailleurs.

Depuis 2015, le PGE-Gabès a permis de concilier la demande citoyenne de participation active à la protection de l'environnement avec l'action de l'État, et ce à travers la mise en place d'une gouvernance environnementale locale. Celle-ci a mobilisé l'ensemble des parties prenantes, dont la société civile, les industriels, les municipalités et les services techniques déconcentrés de l'État.

Pendant 4 ans, le projet a soutenu les efforts d'amélioration de la situation de la région en privilégiant la concertation et la prise de décision au niveau local. Doté d'un budget de 5 M€, le PGE-Gabès s'est appuyé sur l'expérience d'autres processus participatifs de développement intégré mis en place dans la région — tel que le projet de protection de la biodiversité dans la région du golfe de Gabès — et promeut la participation de tous les acteurs territoriaux impliqués (milieu scientifique, jeunes, secteur privé, administrations locales, etc.).



200 dinars

par Gabésien et Gabésienne

C'est le coût annuel de dégradation de l'environnement (CDE) pour l'année 2015 pour la seule région de Gabès, soit un total de

76 millions de dinars par an⁽¹⁾

35 MDT pour la pêche, 25 MDT pour le tourisme, 10 MDT en raison des dépenses de santé et près de 6 MDT de perte pour l'agriculture.

(1) : Source : « Étude d'impact de la pollution industrielle sur l'économie de la région de Gabès », (20/ 12/ 2017)

Quelques chiffres



3 083 élèves

Le projet Citoyenneté pour une Gouvernance Environnementale à Gabès (CIGEN) réalisé par CEFA, l'Association Gabès Action, l'ACDD, l'Ecole Nationale des Ingénieurs de Gabès et la Délégation de l'Education de Gabès a mis l'accent sur l'Education à l'environnement et au développement durable (EEDD).

Les 82 actions menées ont permis de sensibiliser plus de 3 000 élèves de toute la région à des thématiques telles que la biodiversité, le recyclage et la préservation de l'environnement.



7 000 hectares

Les oasis de la région de Gabès sont le plus important ensemble d'oasis maritimes existant en Méditerranée, s'étalant sur une superficie d'environ 7 000 hectares. Le projet Poumon Vert du PGE a contribué à revitaliser ces oasis par la plantation de plus de 2000 palmiers, la remise en culture de parcelles en friches et par la restauration de près de 30km de canaux de drainage et de réseaux d'irrigation.

68 associations

impliquées dans le PGE-Gabès

Le PGE-Gabès a fait du soutien à la société civile de Gabès l'une de ses priorités. 31 associations locales ont ainsi bénéficié de formations et d'un accompagnement pour renforcer leurs capacités à gérer des projets et à trouver des financements. 37 autres – le plus souvent associées entre elles ou avec des ONG internationales - ont obtenu des subventions allant jusqu'à 300 000 € pour mener des projets ayant en commun de montrer la voie d'un développement plus durable et plus inclusif.



Paroles d'acteurs

Mongi Thameur

Gouverneur de Gabès
Président du Comité local de pilotage

« Le PGE-Gabès a été un catalyseur de la prise de conscience des problèmes liés à l'environnement à Gabès. En créant un espace de concertation, il a permis d'alimenter la réflexion de la société civile et de l'administration. Un véritable cercle de qualité environnementale s'est mis en place. Il participe à changer les mentalités et à introduire la bonne gouvernance environnementale. C'est ce qui fera que les réalisations concrètes vont s'accélérer.

Grâce à la bonne volonté de toutes les parties, Gabès est aujourd'hui en phase de transition environnementale, avec en particulier le projet de création d'une nouvelle ville industrielle loin du littoral. Il est urgent de mettre fin au déversement de phosphogypse en mer à hauteur de 5 millions de tonnes par an; mais aussi de rendre aux Gabésiens leur littoral, qui a été jadis un site de baignade prisé. »

Dalila Taieb

Ingénieure principale à l'Agence Nationale de Protection de l'Environnement
Co-responsable du projet Gouv'airnance financé par l'Union européenne dans le cadre du PGE-Gabès

« Pour la première fois en Tunisie, les citoyens et les décideurs ont accès aux données relatives à la qualité de l'air. Pour ce faire, nous avons mené un diagnostic de la qualité de l'air de la région de Gabès. Il a permis de mettre en place une plateforme de suivi et de prévision des différents polluants atmosphériques. Le projet Gouv'Airnance a été mené grâce à l'appui d'Atmo-Sud [anciennement, AirPACA] avec lequel nous collaborons depuis longtemps.

La plateforme, accessible en ligne, a été officiellement lancée en décembre 2018. Elle concerne Gabès, mais aussi toute la Tunisie, avec la possibilité de faire un suivi plus précis de la qualité de l'air des grandes villes. Gabès fait toutefois l'objet d'une attention particulière avec des mesures plus fines et surtout une modélisation en 3D permettant de suivre la dispersion des polluants et leur impact sur la population.

Le Plan de conservation de la qualité de l'air de Gabès a pris la suite de Gouv'Airnance grâce à un financement de l'État. »

Amina Ben Hamoud

Coordnatrice du projet EcoLo, subventionné par l'Union européenne dans le cadre du PGE-Gabès

« Avant de lancer notre action, nous avons suivi le cycle de renforcement des capacités des associations de Gabès mené par le projet CIGEN. Le Croissant Rouge de Gabès et l'association Madinati se sont ensuite associés pour obtenir une subvention et lancer EcoLo.

Dans deux établissements scolaires, l'école primaire de Bdoura et le collège de Chmessa, nous avons travaillé à l'éducation environnementale. Il y a eu d'abord des sessions de sensibilisation en favorisant l'interaction et la participation des élèves. Il y a ensuite eu des visites à des clubs environnementaux et à des associations.

Les élèves ont après ça voulu créer leur potager. C'est comme ça que nous avons planté des tomates, de l'oignon, du poivron et d'autres légumes dans l'enceinte des écoles. Après concertation avec des agriculteurs, nous avons rédigé un manuel de préservation des espèces végétales locales devenues rares, et nous en avons planté dans les écoles. »



Sophie Vanhaeverbeke

Délégation de l'Union européenne en Tunisie

« Des choses très intéressantes ont été faites dans le cadre du PGE-Gabès. J'ai pu visiter une oasis qui reprenait vie grâce à la remise en état du système d'irrigation et l'introduction de plans spécifiques qu'on ne retrouve nulle part ailleurs. Avec l'éducation environnementale on sent au sein des groupements et des jeunes qu'il y a une vraie prise de conscience des enjeux. Le PGE Gabès a lancé une dynamique essentielle, qu'il faudra nourrir, car c'est un changement de longue haleine.

Il y a aussi eu des efforts pour partager de l'information vérifiée et crédible sur l'environnement. C'est ainsi que deux études ont été menées sur l'impact de la pollution, et un observatoire de la qualité de l'air a été mis en place.

Enfin, même s'il reste encore beaucoup à faire, il y a eu des avancées en matière de responsabilité sociale des entreprises (RSE) : cinq entreprises de la région ont été accompagnées et se sont engagées à adopter une attitude socialement responsable en adhérant au Pacte mondial des Nations-Unies. »

Imen Bouenba

Représentante du comité RSE de l'Entreprise de travaux publics Kilani (ETPK)

« Kilani fait partie des entreprises qui sont allées au bout du processus d'accompagnement mis en place par le PGE-Gabès en matière de Responsabilité sociétale des entreprises (RSE). Nous avons bénéficié dans ce cadre d'un diagnostic, puis de sessions de sensibilisation et de formation par le cabinet AECOM mandaté par l'Union européenne. Ces activités ont abouti à la définition d'un plan d'action. Beaucoup de progrès ont été faits en matière de prévention et de sécurité au travail pour nos 270 employés : le port des équipements de protection individuels (EPI) est rigoureusement exigé, et nous avons aménagé des espaces de repos pour éviter les accidents dus à la fatigue.

Nous nous sommes aussi ouverts sur notre environnement. Il nous arrive par exemple de prêter nos engins et nos camions à la municipalité pour ses travaux. Nous avons aussi subventionné des associations locales, notamment pour des actions de végétalisation des espaces publics.

Enfin, nous nous sommes engagés à mener des efforts continus en matière de RSE en adhérant au Pacte mondial des Nations-Unies en 2018. »

Boulbaba Alaya

Maire de Ghannouch

« L'environnement est un des aspects les plus importants du développement. Or, on peut dire aujourd'hui que Ghannouch est une commune victime de la pollution. Celle-ci empêche le maintien et le développement de secteurs économiques importants.

Il y a un problème de chômage dans la région, mais les emplois à créer ne le seront pas dans des usines polluantes. Pour concilier amélioration de l'environnement et développement économique, il apparaît évident que les entreprises doivent retrouver leur rôle sociétal. La société civile doit pouvoir les accompagner en la matière. Je milite aussi pour le développement de l'agriculture, de l'agrotourisme, de la pêche et de l'artisanat. Mais, pour que ce soit possible, il faut réduire les niveaux de pollution.

Dans l'ensemble, la tâche s'annonce immense. Il faut maintenant sauver ce qui peut l'être et appuyer les associations qui se mobilisent en matière de sensibilisation. Elles sont un levier important, comme elles l'ont prouvé avec leurs actions menées dans le cadre du PGE. »



Dispositifs et outils au service de la gouvernance environnementale

Doté de 5 millions d'euros, le Projet de gouvernance environnementale locale de l'activité industrielle à Gabès (PGE-Gabès) a été pensé pour être multidimensionnel. Tous les acteurs concernés par l'environnement sont donc impliqués dans les différentes composantes du projet.

• Composante 1 : Améliorer la connaissance

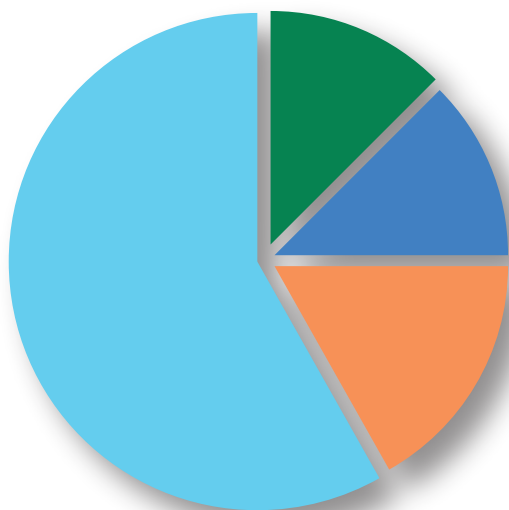
Pour agir efficacement sur les problèmes environnementaux, il est essentiel de mieux les connaître et comprendre leurs impacts. C'est le but des deux recherches commandées dans le cadre du PGE-Gabès : une étude sur l'impact de la dégradation de l'environnement sur l'économie de la région de Gabès et une revue de l'état des connaissances sur la santé de ses habitants. Cette dernière a pour objectif de lancer un projet de plus grande ampleur d'analyse des impacts de la pollution industrielle sur la santé des populations. Faute d'être publiée, elle est aujourd'hui à disposition des autorités tunisiennes.

En produisant des chiffres et des impacts concrets, ces études favorisent la prise de conscience des Gabésiens, mais aussi des autorités.

Pour ces dernières, les données fournies par ces deux rapports constituent également une base de travail permettant d'alimenter la réflexion stratégique de la lutte contre la pollution.

Rapport consultable sur le site du PGE-Gabès

Budget disponible par composante



Composante 1 : 200 k€

Composante 2 : 200 k€

Composante 3 : 500 k€

Composante 4 : 3,5 M€



• Composante 2 : Accompagner les industriels de la région en matière de gestion de l'environnement et des autres aspects de la bonne gouvernance

La question de la responsabilité des entreprises dans la pollution et l'exploitation des ressources est fondamentale à Gabès où les enjeux, à la fois économiques, sociaux et environnementaux, sont importants. Or, toute solution menant à un développement plus durable doit inclure le secteur privé pour réussir. C'est pourquoi le PGE-Gabès a lancé un programme d'accompagnement au bénéfice d'entreprises locales volontaires pour les aider à mieux comprendre et maîtriser l'impact de leurs propres activités sur l'environnement, la santé et l'économie de la région.

Cinq entreprises de la région (MFI, SOHATRAM, SPS, KILANI et SOMATRASM) sont allées jusqu'au terme du processus d'accompagnement et de renforcement de leur démarche en matière de RSE, qui a abouti à leur adhésion au Pacte mondial des Nations-Unies (en anglais, Global Compact). Cette initiative, lancée en juillet 2000 par Kofi Annan, propose un cadre d'engagement simple, universel et volontaire qui s'articule autour de 10 principes relatifs au respect des Droits Humains, aux normes internationales du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption.

• Composante 3 : Renforcer les capacités des acteurs locaux en matière de communication environnementale et les appuyer dans l'instauration d'une dynamique locale et durable de bonne gouvernance environnementale

Comme son nom l'indique, le PGE-Gabès vise en premier lieu à instaurer un mode de gestion participative des questions liées à l'environnement de la région. Tout au long du projet, celui-ci a été piloté par un comité local de pilotage et un comité national de pilotage.

Le premier, se réunissant trimestriellement, était présidé par le gouverneur de Gabès et réunissait tous les acteurs locaux concernés : représentants des ministères et des agences techniques de l'État, associations, entreprises et universitaires. Le comité national de pilotage, qui se réunissait deux fois par an, avait un rôle de veille et d'orientation stratégique.

Dans le cadre du PGE, les parties prenantes locales ont mis en place la Chambre de concertation locale (CCL). Cet organe consultatif est issu d'élections tenues suite à un processus d'appel à candidatures au sein de la société civile et des personnes ressources. Des représentants des autorités locales et des entreprises siègent également à la CCL. Le rôle de celle-ci est de jouer un rôle moteur en matière d'animation et de communication autour des enjeux environnementaux et socio-économiques sur le territoire. Il lui reste aujourd'hui à adapter son mode de fonctionnement au cadre réglementaire existant pour être pleinement opérationnelle.

Parallèlement, des plateformes de gouvernance locale se sont créées spontanément à l'initiative de certaines associations travaillant sur des thématiques communes. C'est par exemple le cas de la Plateforme de Gouvernance de l'Eau, lancée dans la foulée du projet CIGEN mis en œuvre par les associations CEFA, ACDD et Gabès Action. Composée de 22 membres répartis entre représentants de l'État, des collectivités locales, des entreprises et de la société civile, cette plateforme entend mener des actions communes pour améliorer l'usage de l'eau par tous les usagers à travers notamment le partage d'information, la sensibilisation, la formation des personnels de l'administration ou encore le suivi de la qualité des eaux.



• Composante 4 : Appuyer les actions de développement local dans la région

Pour soutenir la dynamique de gouvernance locale, le PGE-Gabès s'appuie en grande partie sur le tissu associatif de Gabès. Son essor ces dernières années est le reflet d'une prise de conscience croissante des limites du modèle de développement basé sur l'industrialisation et du souhait des citoyens d'avoir un droit de regard sur les politiques les concernant. Un nombre important d'associations se sont organisées, en particulier à Gabès, pour contribuer au processus de démocratisation et développement socioéconomique. Le renforcement des capacités opérationnelles de ces associations, par l'intermédiaire de formations, d'ateliers et de subventions, leur a permis de s'engager dans une approche participative et réaliser des actions de terrain ayant un impact durable.

Le PGE-Gabès a donc accompagné et financé neuf actions de développement durable visant à améliorer la situation environnementale dans la région.

De l'agriculture durable à la mesure de la qualité de l'air en passant par la protection de la biodiversité et l'inclusion socio-économique des personnes vulnérables, tous les projets visent à apporter des solutions concrètes et à démontrer qu'il est possible de concilier développement, bien-être et préservation de l'environnement.



Vers une meilleure connaissance de effets de la pollution industrielle

Au XIIème siècle, le cartographe Al Idrissi rapporte que « Gabès est une ville considérable, bien peuplée, entourée d'un véritable bois de vergers qui se succèdent sans interruption et qui produisent des fruits en abondance, de palmiers, d'oliviers ». Les jeunes Gabésiens ont sans doute du mal à croire les descriptions que font leurs aînés de la luxuriance de la région jusqu'au milieu du XXème siècle.

Ville côtière, mais éloignée des centres de pouvoirs sahétiens et du nord, Gabès est un pôle industriel régional, zone de transformation du phosphate extrait à Gafsa. C'est aussi le plus grand ensemble d'oasis littorales du monde.

Au cours des quatre dernières décennies, le programme de développement conduit par les pouvoirs publics et la mise en place d'une industrie de production d'acide phosphorique a eu de graves conséquences sur l'environnement naturel. Ce tissu industriel continue de se développer : le nombre d'usines a ainsi progressé de 13 % durant la période allant de 2010 à 2013 pour atteindre plus de 1000 entreprises industrielles. Ces mutations socio-économiques ont eu de graves répercussions : régression des terres agricoles, étalement urbain du fait de l'explosion démographique, introduction d'une concurrence sectorielle dans l'accès aux ressources, dégradation du milieu par une forte pollution chimique et disparition des sources naturelles d'irrigation des oasis. Il apparaît comme impératif aujourd'hui d'inscrire cette région dans une nouvelle forme de développement.

La concentration des industries provoque localement de graves pollutions. Ainsi, sur la côte du golfe de Gabès, dans la zone industrielle de Ghannouch, une unité d'acide phosphorique déverse tous les jours dans la mer

10 000 à 14 000 tonnes de phosphogypse

, sous forme de 40 000 m3 de boues, entraînant des effets désastreux notamment pour l'environnement littoral marin.

Revue documentaire de l'état de la connaissance de l'impact de la pollution sur la santé des habitants

Denis Bard (EHESP, France) et Abderrazak Ouertani (CEFED, Tunisie) ont documenté l'exposition (air, eau, aliments) des populations gabésiennes aux composantes de la pollution industrielles, afin d'en évaluer les dangers et risques associés, et de définir les études complémentaires à conduire pour combler le manque de connaissances (analyse et surveillance des milieux, surveillance sanitaire, études épidémiologiques ciblées).

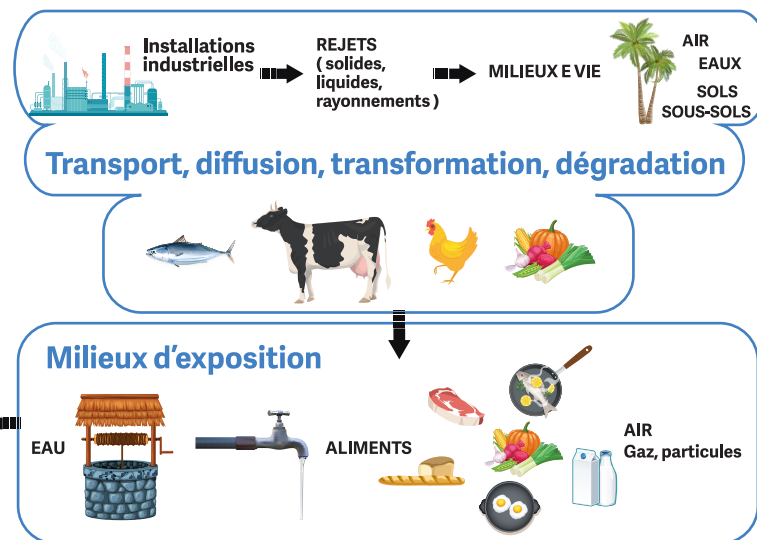
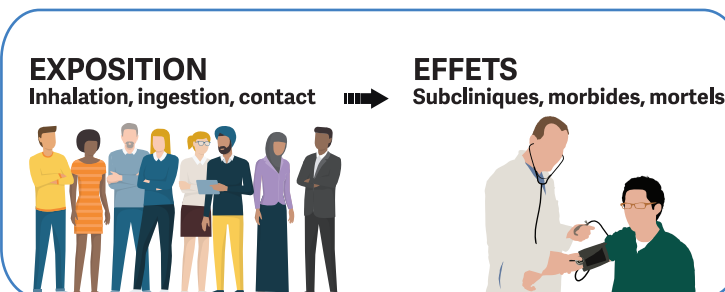
Le premier constat de la revue documentaire souligne la pollution atmosphérique : « La pollution de l'air est élevée à Gabès, la contribution du pôle industriel y est prépondérante ». Parmi les principaux polluants émis par les usines de la région figurent le dioxyde de soufre, l'ammoniac, le sulfure d'hydrogène, l'ozone et le monoxyde de carbone.

Les consultants ont par ailleurs analysé la qualité de l'eau potable distribuée : « l'eau distribuée à 98 % de la population respecte les normes de concentration en vigueur ». Mais, « des épisodes infectieux d'origine hydriques montrent qu'elle est vulnérable aux contaminations ».

Malheureusement, les données manquent pour évaluer l'impact sanitaire de la possible contamination des aliments produits dans la région.

Cette étude n'est pas une enquête épidémiologique et ne prétend pas apporter des données sur la prévalence des maladies potentiellement provoquées par l'exposition aux polluants rencontrés dans la région. En tout état de cause, il est évidemment très préoccupant que la population d'une grande ville soit exposée à une pollution importante, multipliant ainsi l'impact sur la santé humaine, en particulier aux abords immédiats de la zone industrielle (Bouchemma, Chott Essalem, Ghannouch).

D'ailleurs, la principale conclusion de cette recherche est la nécessité de faciliter « l'accès à une information transparente ». Les autres recommandations visent notamment la mise en place d'un recueil systématique de l'information médicale et la réalisation d'études épidémiologiques ciblées (fluorose dentaire et osseuse ; cancer du poumon au premier chef), afin de pouvoir comparer les données de Gabès avec le reste du pays.

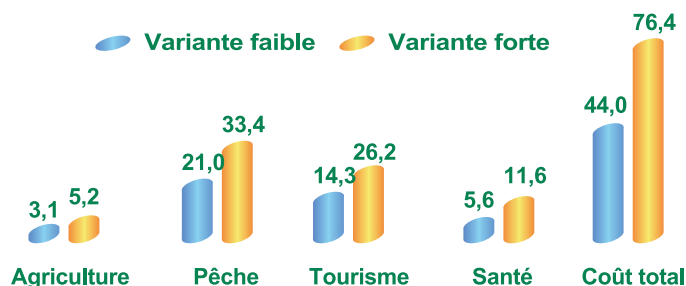


Étude d'impact de la pollution industrielle sur l'économie de la région de Gabès

Autrefois sujet politiquement tabou, la pollution industrielle des entreprises publiques est devenue une préoccupation majeure des citoyens. À Gabès, l'industrialisation a longtemps été vue comme un levier de développement. Le secteur secondaire emploie aujourd'hui plus de 36 000 travailleurs, soit 39 % des emplois de la région. Le phosphate est devenu un secteur clé de l'économie de la Tunisie, qui en est l'un des principaux pays producteurs mondiaux.

Mais, les inquiétudes légitimes obligent les acteurs du secteur à prendre en compte les enjeux écologiques longtemps repoussés.

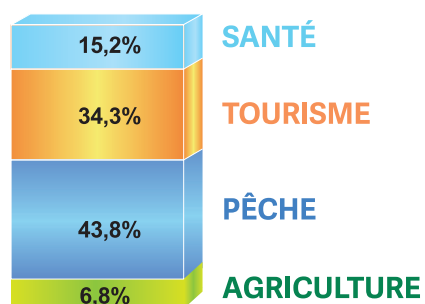
Coût annuel de dégradation de l'environnement à Gabès en millions de dinars (2015)



Outre l'impact sur l'environnement, cette pollution est aussi pénalisante pour plusieurs secteurs économiques, et un frein au développement de la région.

L'étude menée par le binôme constitué par Mounir Majdoub et Rached Ben Azouz (Particip) a permis de caractériser les impacts négatifs de la pollution sur les principaux secteurs d'activité et d'estimer le coût de dégradation de l'environnement (CDE). Les consultants ont analysé les impacts économiques, positifs et négatifs, de l'activité industrielle sur la région, avant d'identifier des perspectives de croissance économique liées au développement de filières industrielles basées sur de pratiques durables.

Coût annuel de dégradation de l'environnement à Gabès par secteur (2015)

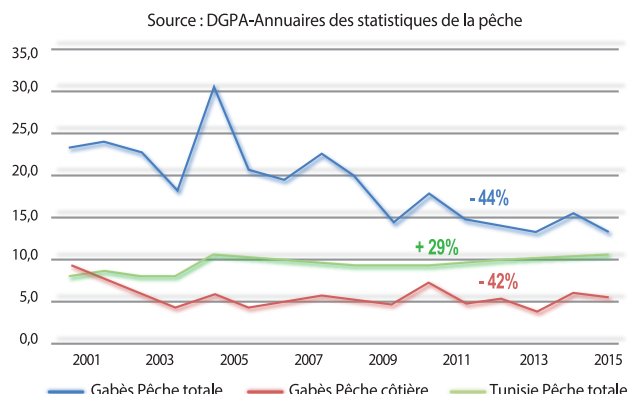


L'étude identifie ainsi la pêche comme le secteur le plus touché par la pollution, avec une baisse de la productivité de 44 % en 15 ans, alors que la moyenne nationale a progressé de 29 % sur la même période. Le site marin de Gabès présente des signes inéluctables et évidents de pollution des sédiments marins par le fluor, le phosphore, la matière organique et les métaux lourds, dégradant la qualité de l'eau, l'état de la faune et de la flore marines et affectant le rendement économique du secteur.

Le tourisme, touché à la fois par la pollution des plages et par les gaz polluants, enregistre pour sa part des taux

d'occupation très faibles. Malgré ses atouts pour le tourisme balnéaire et le tourisme saharien, la fréquentation est largement inférieure à celle des régions touristiques limitrophes de Djerba et Zarzis, ainsi qu'à la moyenne nationale.

Evolution du rendement moyen de la pêche : Gabès et Tunisie (tonnes pêchées par bateau)



L'agriculture est également touchée avec des baisses de rendement pouvant atteindre 80 % pour les palmiers dattiers. Aux pertes économiques, il faut ajouter le coût supplémentaire engendré par les dépenses de santé de l'ordre de 10 millions de dinars par an. Au total, le CDE pour l'année 2015 a été estimé à 76 MDT (comme valeur maximale). Ceci représente 200 DT par personne et par habitant de Gabès. Le CDE représente 27% de la valeur ajoutée de toutes les unités de production du GCT à Gabès et ailleurs.

Cependant, les auteurs de l'enquête relèvent que la pollution industrielle n'est pas la seule responsable de cette situation. D'autres facteurs entrent en ligne de compte : dérèglement climatique, urbanisation croissante, mauvaises pratiques agricoles, surpêche dans les eaux littorales...

À l'horizon 2030, l'étude a considéré deux scénarios : le «Scénario de continuation» ou «Business as usual» et le «Scénario de rupture». Ce dernier est basé sur la décision gouvernementale du 29 juin 2017 de délocaliser les unités polluantes de leur site actuel vers un autre site loin de la mer à définir, dans le gouvernorat de Gabès. La mise en œuvre de la décision de délocalisation, y compris la restauration des sites pollués à Gabès, permettrait d'éviter un coût de dégradation de l'environnement cumulé d'environ 1000 millions de dinars sur la période 2016-2030.

La mise en œuvre du scénario de rupture offre une excellente opportunité à l'État et à toutes les parties prenantes, d'engager un débat public sur l'avenir de Gabès à l'horizon 2030, en vue d'un nouveau type de développement plus durable pour la région. L'accès à l'information environnementale joue un rôle crucial dans la mise en place d'une gouvernance environnementale plus transparente, responsable et participative. Seuls des citoyens en possession d'informations fiables (qualité de l'air, disponibilité des ressources, budgets disponibles, etc.) peuvent participer à la prise de décisions et défendre leurs droits. Or, la Tunisie s'est dotée en 2016 d'une loi avant-gardiste en la matière. Il revient aujourd'hui aux Gabésiens et à leurs élus de créer le cadre adéquat pour mettre en pratique ces principes de bonne gouvernance.

Des actions porteuses d'impacts concrets

Une gouvernance locale plus efficace grâce à une meilleure information

La mise en place d'une bonne gouvernance suppose la création d'un cadre de concertation reconnu par tous. C'est ce que le PGE-Gabès s'est efforcé de faire. D'abord avec les comités de pilotage - local et national - en action pendant la durée du projet. Au printemps 2017, la Chambre locale de concertation a été constituée pour être le lieu des débats et de la concertation sur les questions environnementales entre les différents acteurs : pouvoirs publics, société civile, entreprises, chercheurs, etc.

La création de la Plateforme de Gouvernance de l'Eau à l'automne 2018 répond aussi au besoin d'un espace d'échanges et de coordination centré sur la problématique hydrique. Face à l'aggravation des problèmes environnementaux, et aux mouvements de contestation sociale qui en résulte, la gouvernance environnementale passe à travers la promotion de l'accès à l'information environnementale. Les recherches commandées par le PGE-Gabès et les projets appuyés, comme Gouv'Airance, ont vocation à collecter l'information environnementale, l'organiser et la rendre publique.

La Plateforme www.anpe-tunair.tn garantit ainsi aux citoyen(ne)s un accès en temps réel de la qualité de l'air. Ce site lancé en décembre 2018 permet désormais de connaître et de prédire les concentrations de divers polluants atmosphériques. Les technologies déployées permettent même d'avoir une modélisation en 3D pour la région de Gabès.

À long terme, une gouvernance responsable repose aussi dans le passage de relais à une jeunesse en capacité de comprendre ces informations pour pouvoir les exploiter. Le PGE-Gabès a ainsi accompagné et appuyé financièrement plusieurs initiatives en matière d'Éducation à l'environnement et audéveloppement durable (EEDD), qui ont touché plus de 3000 élèves : création de bibliothèques environnementales, conception écologique d'un espace public paysager doté d'infrastructures pédagogiques visant à la sensibilisation du public aux enjeux environnementaux, sorties scolaires, etc.



Protéger et restaurer les milieux naturels menacés par l'action humaine

La biodiversité, richesse patrimoniale et moteur économique, est menacée par la surexploitation, la destruction et la fragmentation des habitats, l'introduction d'espèces envahissantes et les pollutions.

Les activités appuyées par le PGE-Gabès ont cherché à donner un nouvel élan à la préservation et à la valorisation des richesses naturelles du territoire gabésien en rétablissant des modèles de cohabitation avec la nature, riches en innovations et créateur d'emplois.

Sur terre d'abord, un effort particulier a été fait sur la restauration des oasis. Face à l'urbanisation, les projets PARCOM et Poumon Vert⁽¹⁾ ont accompagné des agriculteurs dans la remise en culture de parcelles en friche, respectivement sur 125 ha à Métouia et sur 10 ha à Chenini. Par ailleurs, l'introduction de méthodes agricoles à la fois plus efficaces et plus durables (formations, compostage, sélections de semences adaptées) a amélioré les revenus des agriculteurs.

Le Golfe de Gabès abrite une autre source importante de richesse, avec la présence d'entre 21 % et 33 % des herbiers de posidonie de la Méditerranée. Tout en absorbant d'importantes quantités de CO₂, la posidonie du golfe est à l'origine de plus de 28 millions d'euros de production de ressources halieutiques par an .

Elle est cependant menacée par la pollution et la pêche industrielle. C'est pour protéger la faune et la flore marine de la pêche industrielle que le projet d'Oasis aquatique⁽⁴⁾ a immergé 110 récifs artificiels au large de Gabès. Ils protègent du chalutage une étendue de 960 ha où les poissons peuvent se reproduire, tout en permettant l'accès aux embarcations de pêche artisanale locale.

¹Projet « Poumon vert » : www.pge-gabes.org/un-nouveau-souffle-aux-oasis

²Projets « PREOS » et « Parcom » : www.pge-gabes.org/lutte-contre-la-desertification

³Sources : Mangos et al., 2010, Waycott et al., 2009, Plan bleu 2009

⁴Projet « Oasis aquatique » : www.pge-gabes.org/une-oasis-de-biodiversite

Inclure les populations vulnérables pour un développement durable et inclusif

Convaincu de la nécessité de favoriser la cohésion sociale, le PGE-Gabès a mis en place dès 2015 un programme de soutien à la société civile à travers la promotion de l'inclusion sociale et économique des plus vulnérables, notamment des jeunes, des femmes et des personnes en situation de handicap, au moyen de formations, ateliers de concertation, activités de sensibilisation et soutien à l'entrepreneuriat et à l'accès à l'emploi.

Les activités de sensibilisation réalisées dans le cadre de CIGEN ont permis de toucher près de 4500 personnes, essentiellement des jeunes et des femmes, autour des questions environnementales.

Une grande partie des projets subventionnés par l'Union européenne à travers le programme ont fait des populations vulnérables leur public cible prioritaire, et ont eu un impact important sur leur insertion socio-économique. On décompte ainsi plus de 68 porteurs de projets individuels accompagnés, dont une quarantaine de femmes.

Humanité et Inclusion (anciennement Handicap International) a aussi établi un partenariat avec l'ANETI et l'Espace pour mettre en place un dispositif durable d'accompagnement de porteurs de projets qui vont bénéficier pendant les deux années à venir d'un accompagnement technique de l'espace entrepreneur, et également pendant un an, d'une bourse de 200 dinars par mois pour lancer leur activité.



Réconcilier économie et écologie en s'appuyant sur les territoires

La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) est un « concept dans lequel les entreprises intègrent les préoccupations sociales, environnementales, et économiques dans leurs activités et dans leurs interactions avec leurs parties prenantes sur une base volontaire »⁽¹⁾.

En pratique, la RSE couvre, par exemple, la qualité globale des filières d'approvisionnement, de la sous-traitance, le bien-être des salariés, leur santé, l'empreinte écologique de l'entreprise, etc.

Dans le cadre du PGE-Gabès, et avec le soutien de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Sud-Est, le bureau d'étude AECOM a sensibilisé et informé plus de 18 entreprises locales sur les pratiques et aspects de la RSE. À l'issue d'une mission d'évaluation, 5 entreprises ont été retenues et ont suivi un programme d'accompagnement afin d'inscrire de manière pérenne leurs activités dans une dimension globale de RSE.

Ce programme s'est articulé autour de formations spécifiques (ISO 14001, ISO 26000, OHSAS 18001, animation de réunions publiques, animation de réseau d'entreprises, etc.) et de missions d'assistance technique in situ. Parallèlement, une convention de prêt de 45 millions d'euros destinée à financer le programme de mise à niveau environnementale des usines du GCT pour rendre trois sites de production de phosphate moins polluants avait déjà été signée en novembre 2016 avec l'Agence française de développement (AFD).

À côté de l'économie conventionnelle, le PGE-Gabès a soutenu le développement d'emplois verts et la promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS), concept érigé par le gouvernement tunisien au rang de priorité dans le plan de développement 2016-2020. Le projet Emplois Verts, mis en œuvre par Humanité et Inclusion, a adapté le dispositif CEFE (Création d'entreprises et formations d'entrepreneurs) aux principes et modalités de montage de projets en ESS. 28 porteurs de projets d'ESS ont été accompagnés et 12 ont obtenu un soutien financier pour créer leur microentreprise. 444 autres personnes dont une majorité de femmes ont été initiées à l'ESS et à l'entrepreneuriat au cours d'une dizaine de sessions d'information dans toute la région. Par ailleurs, 71 Gabésiens et Gabésiennes ont trouvé un emploi ou un stage grâce à l'accompagnement dont ils ont bénéficié, dont certains dans l'un des trois chantiers d'insertion lancés par des ONG locales pour réhabiliter et protéger l'environnement dans des zones écologiquement dégradées.



¹Selon la Commission européenne, définition Livret vert

(Commission Green Paper 2001 "Promoting a European Framework for Corporate Social Responsibility")

Coordination :

Elodie Afonso

Rédaction :

Rached Cherif

Photos :

Elodie Afonso

Amine Boussoffara

Rached Cherif

Marwan Ayari

Conception graphique :



Skander Merchaoui

Impression :



Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne